

**5^{ème} SOMMET DES PARTENAIRES SOCIAUX POUR
L'EMPLOI EN AFRIQUE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE**

13-14 SEPTEMBRE 2018

**Présentation de la mise en œuvre de la
politique de l'emploi au Congo Brazzaville**

par Jean-Jacques SAMBA

**Conseiller du Président de l'Union Patronale et
Interprofessionnelle du Congo-UNICONGO**

tél:+242 06 661 48 61

E-mail: jean-jacques.samba@unicongo.org

- **Plan de la présentation**

1. Caractéristiques et évolution de l'économie congolaise
2. Situation de l'emploi sur les dix dernières années
3. Formation technique et professionnelle
4. Priorités de développement économique
5. Politique de la formation technique et professionnelle et partenariat avec le secteur privé
6. Perspectives

1. Caractéristiques et évolution de l'économie congolaise

- Structure de l'économie congolaise

PIB: 60% Pétrole, 10% Bois, 5% Agriculture, 10% Industrie, 15% Services

Exportations: 92% Pétrole, 5% Bois, 3% industrie.

L'économie congolaise dépend essentiellement du pétrole, qui représente les 2/3 des recettes des finances publiques. Mais il ne représente à peine que 8000 emplois directs (dont des nombreux emplois techniques sont occupés par des expatriés), par contre le bois qui représente plus de 15000 emplois directs. L'essentiel de l'emploi est dans le secteur informel, notamment le commerce, l'artisanat et l'agriculture de subsistance.

Cette prépondérance du pétrole dans l'économie sera renforcée par les mines (fer, magnésium et potasse et cuivre) qui entreront en exploitation d'ici peu.

2- Situation de l'emploi des dix dernières années

Le pétrole domine l'économie congolaise, mais offre très peu d'emplois directs. Ses dépenses (investissements, fiscalité) soutiennent directement ou indirectement toute l'économie. Les recettes pétrolières ont financé les investissements publics massifs de 2002 à 2012 dans les infrastructures (routes, aéroports, bâtiments, ports...), ainsi que le fonctionnement de l'Etat, elles ont soutenu la consommation intérieure et l'emploi d'une manière générale.

Le taux de croissance annuel moyen a été de 6%, mais le chômage des jeunes est demeuré très élevé (29% de la population active et 42% de la population des jeunes).

La baisse de prix du pétrole en 2013 a durement frappé l'économie et provoqué l'arrêt de nombreux chantiers publics d'infrastructures, gros employeurs de main d'œuvre ouvrière et l'effondrement de l'emploi et des recettes publiques. A l'impact de la baisse de prix du pétrole s'est ajouté celui des affrontements armés dans la région du Pool qui ont interrompu le trafic sur le chemin de fer.

3-Formation technique et professionnelle-Etat des lieux

La formation est restée totalement en déphasage avec les besoins du secteur productif et du marché de l'emploi, en privilégiant l'enseignement général au détriment de la formation technique et professionnelle. Par ailleurs, le contenu de la formation technique et professionnelle est plus théorique et bien loin de l'objectif de qualification par le développement des compétences pour la promotion de l'employabilité des jeunes.

Les problèmes de la formation technique et professionnelle ont pendant longtemps été:

A- L'absence d'une politique idoine dans la formation technique et professionnelle;

Cela a eu pour conséquence:

B- L'absence des ressources humaines comme enseignants;

C- La faiblesse des infrastructures adéquates pour la formation.

4. Priorités de développement économique

Le plan national de développement du Congo

La croissance fragile soutenue par le seul secteur pétrolier de 2002 à 2012, dont la volatilité des prix et le très faible impact sur l'emploi notamment des jeunes, a poussé résolument le gouvernement congolais à opté pour la diversification de l'économie. **Cette diversification s'adosent notamment sur les grosses infrastructures économiques réalisées au cours de la dernière décennie: Routes-ports-barrages et centrales électriques-hôtels. Les secteurs de cette diversification sont: L'agriculture et l'agro-industrie, l'industrie du bois, le transport et la logistique, le tourisme, les mines.**

5-Politique de la formation technique et professionnelle

En fonction des secteurs prioritaires du plan national de développement et dans le but de lutter contre le chômage et la pauvreté, la politique de la formation technique, professionnelle et qualifiante mise en cible:

- 1- La formation des jeunes déscolarisés dans les métiers exercés dans le secteur informel et favoriser l'auto-emploi et l'amélioration de l'informel, exerçant la mécanique auto, la coiffure, l'électricité auto et du bâtiment, la couture, les métiers du bâtiment...
- 2- La formation des ouvriers qualifiés par la création des Centres d'Education, de Formation et d'Education (CEFA) dans les BTP, la maintenance industrielle, la mécanique automobile, les métiers du bois, l'hôtellerie, les métiers ruraux, pour améliorer l'employabilité des jeunes;
- 3- La formation dans des lycées technologiques privilégiant la pratique couplée à la théorie;
- 4- La formation universitaire dans les instituts et écoles techniques des ingénieurs et techniciens supérieurs.

6-Partenariat Public/Privé dans la formation

Si la politique dans la formation technique, professionnelle et qualifiante est fixée par le gouvernement, son élaboration a impliquée le secteur privé. Pour la mise en œuvre, le secteur privé est sollicité dans l'élaboration du contenu des programmes d'enseignement.

Pour ce qui est de la sollicitation du secteur privé dans la dispensation des enseignements, la disponibilité des cadres susceptibles de le dispenser n'est pas toujours faciles alors qu'il y a un déficit à couvrir en personnel enseignant qualifié.

Les entreprises du secteur privé accueillent également les apprenants dans le cadre de la formation en alternance Ecole-entreprise, avec la perspective de les embaucher au terme de leur formation.

La connaissance des besoins du marché en compétences techniques demeure une question cruciale où le rôle du secteur privé est essentiel, pour mieux orienter et quantifier les jeunes à former. Pour cela, le projet du Système d'Information du Marché de l'Emploi (SIME) avec au centre le projet d'Observatoire de l'Emploi met en exergue le rôle du secteur privé.

7-Perspectives

Le développement de l'emploi est intimement lié au développement et à la diversification du secteur privé. La cohérence dans la mise en œuvre des politiques sectorielles économiques, de formation, d'aménagement du territoire et de l'emploi est déterminante, pour qu'il y ait un véritable développement de l'emploi décent, notamment des jeunes. C'est en cela que le dialogue entre tous les partenaires sociaux est essentiel.

- **Merci pour votre aimable attention,**
- **Thank you very much**
 - **Muchas gracias**
 - **Muito obrigado**
 - **Shukraan jazilaan**